

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 14 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REBOUL TP**

150 Chemin du Grand Devès  
26130 Saint-Restitut

Références : 20251003-RAP-DACA1069  
Code AIOT : 0006100742

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement REBOUL TP implanté LE GRAND DEVES 26130 Saint-Restitut. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REBOUL TP
- LE GRAND DEVES 26130 Saint-Restitut
- Code AIOT : 0006100742
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la société REBOUL TP est autorisée par l'arrêté préfectoral n°07-3400 du 29 juin 2007 pour une durée de 30 ans. La production maximale autorisée est de 5 000 tonnes par an. La surface

autorisée est de 41 557 m<sup>2</sup> et la superficie d'exploitation de 19 800 m<sup>2</sup>. La carrière exploite particulièrement du sable blanc.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Prévention des pollutions
- Risque incendie
- Déchets
- Biodiversité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Registre et plan	Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 7.10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 10.1.I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
9	Modification	Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 16	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 6.1	Sans objet
2	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 6.3	Sans objet
3	Milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 7.6	Sans objet
6	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 10.1.II	Sans objet
7	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 12	Sans objet
8	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 15	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les principaux constats portent sur la réalisation d'une aire étanche pour le ravitaillement et le parking des engins, la prise en compte de tous les secteurs dans le plan topographique du site, le devenir d'une zone de transit de matériaux et la réalisation d'un plan de gestion des déchets d'extraction.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Clôture et barrières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture et barrières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction. L'entrée de la carrière est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
<b>Constats :</b>  Le site est clôturé et un portail est présent à l'entrée de la carrière.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit s'assurer régulièrement de l'état de la clôture. Sur un secteur à l'Est du site la clôture était soulevée (passage d'animaux).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Eaux de ruissellement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de décantation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone. Les eaux recueillies dans ce réseau sont dirigées vers un bassin de décantation régulièrement entretenu et curé.
<b>Constats :</b>  Un bassin de décantation et d'infiltration des eaux pluviales est présent au niveau de l'entrée de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Milieu naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 7.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi Psammodrome d'Edwards
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit veiller lors de l'exploitation de la carrière à la préservation de l'espèce protégée de reptile, le Psammodrome d'Edwards. En particulier, les travaux de décapage doivent impérativement être effectués en fin d'hiver. De plus, un suivi annuel à la fin du mois d'août de la population de ce reptile ainsi qu'un suivi tous les deux ans des travaux de remise en état , afin de pouvoir réorienter le réaménagement si

nécessaire, doivent être réalisés par un organisme spécialisé.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de synthèse du suivi du Psammodrome d'Edwards par Hysope Environnement. Le passage de l'écologue a été fait le 16 septembre 2025, dans le protocole de suivi il précise que le suivi annuel a été réalisé en septembre car les températures deviennent plus clémentes en fin d'été et que l'activité du Psammodrome y est plus intense.</p> <p>Ce rapport reprend aussi les constats faits lors des différents passages depuis 2010. Le Psammodrome a été observé lors de chaque passage et le nombre d'individus observés est entre 5 et 15 (10 individus en 2025).</p> <p>Dans ses conclusions l'écologue propose que : le suivi annuel devienne triennal du fait de la progression lente de l'exploitation et de la dynamique locale de la végétation, que ce suivi permette de définir des secteurs à aménager pour le Psammodrome au sein même de l'exploitation et d'adapter au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation les modalités des travaux d'arrachage de la végétation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection transmettra le rapport de suivi du Psammodrome au pôle biodiversité de la DREAL afin de valider ou non les propositions de l'écologue.</p> <p>L'inspection informera l'exploitant des futures modalités de suivi du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Registre et plan

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 7:10
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan topographique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est établi un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite l'exploitant a remis à l'inspection le dernier plan topographique du site réalisé le 22 juillet 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le plan topographique transmis lors de la visite reprend bien les cotes de la zone d'extraction ainsi que les secteurs où sont stockés les remblais de découverte. Par contre il ne prend pas en compte le secteur de criblage du sable à l'Est du site.</p>

Ce secteur sera à ajouter dans le prochain plan topographique du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

#### N° 5 : Pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 10.1.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aire étanche
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ravitaillement en carburant des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et relié à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les engins et véhicules sont régulièrement vérifiés et entretenus, et leur stationnement sur le site est strictement limité à la durée nécessaire de l'exploitation. Aucune opération d'entretien n'est effectuée sur le site de la carrière.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'y a pas de zone étanche pour le ravitaillement des engins ou leur stationnement. L'exploitant a précisé que les travaux d'extraction sont réalisés sur une courte période et qu'une fois réalisés les engins quittent le site. Lors de la visite il n'y avait aucun engin sur site.</p> <p>L'exploitant précise aussi que réaliser une dalle étanche bétonnée entraînera des travaux de démolition à la fin de l'autorisation pour la remise en état.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place une aire étanche permettant de collecter une fuite ou des égouttures. Cette aire étanche doit être mise en place pour le ravitaillement des engins et leur stationnement.</p> <p>Cette zone étanche n'est pas forcément une dalle bétonnée et des aménagements type litière (bâche étanche recouverte de sable) peuvent avoir une efficacité équivalente.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 6 : Pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 10.1.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de liquide
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Aucun stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols n'est autorisé sur le site de la carrière.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'y a pas de stockages sur site de liquides susceptibles de causer une pollution des eaux ou des sols. Les ateliers de la société REBOUL TP ne sont pas au sein de la carrière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Incendie et explosion**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Une réserve d'au moins 120 m<sup>3</sup> d'eau est en permanence à disposition à proximité du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il n'y avait aucun engin sur place.</p> <p>Dans le local présent au sein de la carrière étaient présents deux extincteurs (l'un a été contrôlé en septembre 2025 et l'autre en 2024). Un kit anti-pollution était aussi présent.</p> <p>Un plan d'eau d'un volume bien supérieur à 120 m<sup>3</sup> est situé à environ 200 m du début du chemin d'accès à la carrière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Garanties financières**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Présence des garanties financières</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les garanties financières sont provisionnées jusqu'au 1er décembre 2028.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Modification**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la</p>

connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté qu'un secteur situé à l'Est du site au-dessus de la zone de criblage du sable est utilisé pour du transit (principalement blocs de pierres). Le volume de blocs de pierre est réduit et le reste du secteur est végétalisé.</p> <p>Par contre l'exploitant a indiqué que cette plateforme pourrait servir de zone de stockage des terres de découverte de l'exploitation.</p> <p>Dans l'arrêté ce secteur est à vocation naturelle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit indiquer à l'inspection sa position sur le devenir de cette zone. Si une activité de transit de matériaux ou de terres de découverte est envisagée, l'exploitant devra réaliser un porter à connaissance auprès de la Préfecture avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Sinon une fois les blocs de pierre enlevés aucune activité ne doit être présente sur ce secteur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 10 : Plan de gestion des déchets d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un plan de gestion des déchets d'extraction.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit réaliser un plan de gestion des déchets d'extraction de son site.</p> <p>Du fait que les déchets d'extraction sont exclusivement les terres de découverte et les matériaux grossiers issus du tamisage du sable une version simplifiée de ce plan pourra être réalisée (notamment détermination de la localisation et des volumes des remblais de découverte).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois